



Première rencontre des Etats Généraux des Centristes de l'UMP

Mercredi 30 juin 2010, Palais Bourbon

Compte-rendu

Programme de la rencontre

Introduction de Marc-Philippe Daubresse, Ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives, Secrétaire Général adjoint de l'UMP, et Fabienne Keller, Sénatrice du Bas-Rhin

Table ronde n°1 : « *Compétitivité économique française, réduction des déficits, justice fiscale* »

Animateur : Fabienne Keller, Sénatrice du Bas-Rhin

Intervenants :

- Pierre Méhaignerie, Député d'Ille-et-Vilaine, Président de la Commission des Affaires sociales,
- Jean Arthuis, Président de l'Alliance centriste, Sénateur de la Mayenne,
- Gilles Carrez, Député du Val-de-Marne, Rapporteur Général du budget,
- Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen, Président de la Fondation du Centre
- Laurent Hénart, Député de Meurthe-et-Moselle

Débat avec la salle

Table ronde n°2 : « *Réforme des collectivités locales et fiscalité locale* »

Animateur : Christian Kert, Député des Bouches-du-Rhône

Intervenants :

- Marc-Philippe Daubresse, Secrétaire Général adjoint de l'UMP, Ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives,
- Charles de Courson, Député de la Marne,
- Yves Fréville, ancien Sénateur d'Ille-et-Vilaine,
- Françoise Guégot, Député de la Seine Maritime,
- Philippe Richert, Président de la Région Alsace

Débat avec la salle

Synthèse de l'après-midi par Christian Kert et Pierre Méhaignerie

Jean-Louis Borloo conclura ces échanges

Introduction

La rencontre est introduite par Pierre Méhaignerie, Marc Philippe Daubresse et Fabienne Keller.

Pierre Méhaignerie remercie la salle et annonce le début des Etats généraux qui porteront notamment sur la justice fiscale et la réforme des collectivités locales.

Marc-Philippe Daubresse remercie les invités qui ont rempli la salle, salue la participation de nombreux parlementaires pour cette première réunion autour des valeurs centristes et humanistes.

Cette réunion est le fruit d'une réflexion nourrie depuis plusieurs mois avec Pierre Méhaignerie, Fabienne Keller et Christian Kert. Une réflexion engagée car notre société a changé, la référence au travail n'est plus la même et les conséquences des 35h ont été désastreuses. Face à ces mutations sociales, sociétales et économiques, il y a la nécessité de démontrer et d'afficher nos propositions centristes dans la majorité. La pensée humaniste n'a pas été refondée depuis 15 ans, il y a donc un réel besoin de la « revisiter ».

- Le Ministre de la jeunesse s'est déclaré en phase avec le plan de réduction de la dépense publique mais **propose d'aller plus loin sur la sécurité sociale ou sur les niches fiscales**. « Maîtriser la dépense publique c'est consolider les liens intergénérationnels ».
- Il faut par ailleurs libérer la croissance : au lieu de légiférer et compliquer la réglementation il faut **lancer plus d'expérimentations à étendre ensuite à l'ensemble du territoire**.
- Enfin il faut une **réforme de la gouvernance** : l'effort demandé à tous doit être mieux partagé. Ainsi il propose **l'instauration d'une nouvelle tranche d'imposition sur le revenu**.

C'est de cette façon que les centristes pourront influencer sur la deuxième partie du quinquennat.

Fabienne Keller salue les invités, elle fait part de son plaisir au nom de l'ensemble des parlementaires centristes de l'UMP à voir une forte mobilisation pour cette première rencontre et leur adresse ses remerciements.

Quel est l'objectif de cette invitation à nous rencontrer et débattre ?

Depuis octobre 2009, une quarantaine de parlementaires centristes de l'UMP se retrouvent régulièrement ; nous sommes nombreux à souhaiter que nous, **les centristes, nous nous retrouvions autour de nos valeurs d'engagement, d'humanisme, de solidarité et cela autour de débats de fond.**

Alors que pour notre part nous avons fait, avec Pierre Méhaignerie et Christian Kert, le choix de l'UMP, d'autres ont rejoint d'autres structures.

C'est autour de nos convictions, en débattant de nos positions, au cœur des dossiers d'actualité, que nous proposons de refonder notre engagement.

Fabienne Keller remercie et salue tout particulièrement Jean Arthuis, Président de la Commission des finances au Sénat et Président fondateur de l'Alliance centriste, Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen et Jean-Louis Borloo qui nous rejoindra en fin de réunion.

Non seulement nous souhaitons nous retrouver et débattre de sujets de fond mais nous souhaitons aussi prendre des positions communes.

Au moment où les Français ressentent fortement la crise, ils sont amenés à faire des efforts dans leur vie personnelle pour leur budget familial. Ces efforts, l'Etat et l'ensemble des acteurs publics doivent aussi les mettre en œuvre, à travers une nouvelle gouvernance de l'action publique.

Aussi notre première table ronde portera sur la compétitivité économique française, la réduction des déficits et la justice fiscale. Un principe important nous réunit ici : l'équité. Cela ne peut pas être les seules classes moyennes qui, réforme après réforme, contribuent à combler les déficits. Il **nous faut une nouvelle politique fiscale** : ainsi nous parlerons **des niches fiscales, de la création d'une tranche d'imposition sur les revenus élevés et du niveau global des prélèvements.**

Dans notre deuxième table ronde nous ouvrirons le débat, qui retient par ailleurs Jean-Jacques Hyest au Sénat, sur la réforme des collectivités territoriales.

Responsabilité, décentralisation, meilleure gestion des dépenses locales ; autant de principes qui nous guident. Retrouvons-nous dans le texte de la réforme les économies et la meilleure organisation territoriale initialement espérée ?

Table ronde 1 : « Compétitivité économique française, réduction des déficits, justice fiscale »

Fabienne Keller introduit le thème de la première table ronde dont elle assurera l'animation.

Selon Pierre Méhaignerie, le paysage politique s'est à la fois durci et éclairci ces dernières semaines. Il s'est éclairci pour les centristes car de nombreux collègues nous ont rejoint et le Modem s'est vidé des forces centristes. **Dans le contexte de crise que nous traversons, les centristes de l'UMP doivent avoir des propositions politiques fortes.**

Faut-il réunifier une grande famille centriste ? Les derniers résultats des élections régionales ont posé cette question mais il est trop tôt pour y répondre.

Cependant les centristes doivent prendre position sur des thèmes aussi importants que ceux dont nous discutons aujourd'hui.

- La gestion des dépenses sociales : une question d'efficience
- Comment libérer la croissance française
- La fiscalité : un effort de justice

Jean Arthuis : La famille centriste existe mais elle est dispersée et en devient inaudible. « C'est pour cela que nous devons nous rassembler. Au-delà de nos valeurs, ce qui nous identifie c'est certainement une certaine manière d'être en politique, conciliant liberté économique et justice sociale. »

Il y a nécessité de rééquilibrer les finances publiques, ce sujet est au cœur d'un conflit intergénérationnel. Les prévisions transmises à Bruxelles ne sont jamais respectées, la crise a manifestement altéré une partie de notre potentiel de croissance.

Il faut maîtriser les dépenses, réduire les déficits, l'objectif de 3% de déficit est un minimum, il faut avoir pour ambition le 0% de déficit, c'est la règle fondamentale.

Les 468 niches fiscales privent l'Etat de 75 milliards d'euros de recettes, il faut les attaquer car ces niches sont devenues des arguments de vente suffisant à des opérations de spéculation. « Nous n'échapperons pas à une augmentation de l'impôt pour contrer les niches fiscales qui sont source de complexité et deviennent des rentes des avocats conseils. Ayons le courage de mettre de l'ordre dans ces niches fiscales dès la prochaine loi de finances ».

Jean Arthuis propose donc de :

- **Abroger le bouclier fiscal et l'Impôt de Solidarité sur la Fortune**
- **Créer une nouvelle tranche d'imposition sur le revenu à 45%**
- **Augmenter l'imposition des plus values mobilières et immobilières pour que chacun participe à hauteur de ses capacités contributives**
- **Accentuer l'imposition sur la consommation, « TVA sociale », dans la mesure où toutes les impositions de production sont des facteurs de délocalisation**
- **Créer un taux intermédiaire de TVA à 10 ou 10%**

Gilles Carrez : Voici un constat frappant, chaque jour ouvrable il faut trouver 1 milliard d'euros pour rembourser la dette et ses intérêts, souvent chez des créanciers étrangers qui nous font confiance pour l'instant.

L'écart entre les dépenses et les recettes est de 8 points de PIB. Dans ce cas, au lieu d'augmenter de 4 ou 5% par an nos emprunts, il faut faire en sorte que la dépense augmente moins.

Selon Gilles Carrez, il faut :

- **Reconstituer les ressources en s'attaquant aux niches sociales et fiscales et surtout aux niches fiscales sur l'Impôt sur les sociétés pour garantir une équité entre les entreprises et les ménages**
- **Supprimer le bouclier fiscal et supprimer l'ISF (d'ailleurs, il n'existe qu'en France)**

- **Intégrer une nouvelle tranche d'imposition sur le revenu. Les ménages les plus aisés doivent fournir un effort supplémentaire**
- **Revoir la fiscalité du patrimoine, en limitant les exonérations des plus values et droits de succession**
- **Revenir sur les 35h ?**

Jean-Louis Bourlanges : « La rigueur c'est faire preuve d'intelligence et de courage ».

Face à la crise il y a eu une critique à caractère keynésien, celle d'un débordement du système ploutocratique à l'origine d'une crise américaine qui a endetté les ménages américains. Ce fut le résultat d'une politique antisociale ; aux faibles revenus on a offert le surendettement. Partant de ce constat, la critique keynésienne a proposé un plan de relance de l'économie par la consommation.

L'analyse libérale est un peu différente et notamment sur sa conclusion : il faut réduire massivement les protections sociales.

En tant que centristes, il y a **une voie médiane à trouver, en s'inspirant de ces deux analyses**. Il faut une synthèse car elle est nécessaire et possible. En ce sens, **le plan de relance par l'investissement du Président de la République était courageux et il faut le saluer**. Ce fut la synthèse des keynésiens et libéraux : **la relance par la modération**.

Jean-Louis Bourlanges préconise de :

- **Réduire le déficit du pays**
- **Réduire les inégalités. Notre modèle social n'est assez équitable, au regard des moyens qui y sont dédiés.**
- **Remettre en cause les droits acquis et y apporter plus de rigueur, car ils sont créateurs d'inégalités pour les générations futures**
- **Sortir d'une protection excessive des hauts revenus**

Laurent Hénart : En moins de 18 mois la crise aura fait autant de chômeurs que ceux que l'on avait perdu en 4 ans. Toute notre politique budgétaire, fiscale et économique doit être tournée vers l'emploi.

Pour réduire le déficit, on fait souvent l'impasse sur la dépense, pourtant le simple gel des exonérations de charges, équivaut à 1 milliard d'euros économisé dans le budget.

Laurent Hénart insiste sur plusieurs points :

- **Il ne faut pas supprimer l'ISF car cela contribuerait à l'instabilité fiscale, convaincu que si le Parti socialiste revient au pouvoir il reviendrait sur cette mesure**
- **Il est favorable à un taux réduit de TVA très bas, voir même à une TVA à taux unique**
- **Les niches fiscales doivent être passées une à une au tamis de l'expertise, un grand coût de rabet n'est pas la bonne solution.**
- **Il faut revoir la fiscalité de l'épargne, et les contrats d'assurance vie notamment.**

Table ronde 2 : « Réforme des collectivités locales et fiscalité locale »

La table ronde est introduite et animée par Christian Kert

Françoise Guégot : Il y a une véritable nécessité de réduire les dépenses des collectivités territoriales. Il y a un problème de non maîtrise des dépenses publiques et un **manque d'évaluation des politiques publiques territoriales et de transparence.**

S'agissant du débat sur le mode de scrutin des conseillers territoriaux, le scrutin de liste n'est pas forcément le seul garant de la parité.

Yves Fréville : Cette réforme des collectivités territoriales sera un choc budgétaire pour les élus locaux. Il y aura une croissance nulle des exonérations et un dégrèvement des dépenses de l'Etat.

Il y a une répartition inéquitable des ressources financières ; « **Je suis en faveur d'une mutualisation des ressources des collectivités** ». Le principal objectif de cette réforme est d'éviter les financements croisés entre le département et la région.

Charles de Courson : « Face à la complexité des structures des collectivités locales, illisibles pour les électeurs, je **souhaite la fusion totale des communes et de l'intercommunalité**, dans le même sens que la **fusion des élus départementaux et régionaux qui deviendront les conseillers territoriaux** ».

Cette réforme est absolument nécessaire car les compétences restent trop souvent spécialisées et le mode d'élection des intercommunalités reste opaque.

Concernant les impôts locaux : ceux-ci sont archaïques même s'il faut maintenir une imposition territoriale. Il faut trouver des impôts qui responsabilisent les élus.

Il est nécessaire de modifier un système qui pousse à la dépense :

- **En mettant en œuvre une péréquation entre collectivités territoriales**
- **En instaurant une Contribution Sociale Généralisée (CSG) pour le département ou un impôt qui responsabilise les collectivités.**
- **En transformant la taxe d'habitation en impôt additionnel à l'Impôt sur le revenu.**

***Alain Bénisti* : « Les Français ne supportent plus le gaspillage et les inégalités dans les territoires, il faut avoir le courage politique d'instaurer la péréquation dans les départements ».**

Il témoigne de l'excès de ressources de certaines communes, qui accueillent sur leur banc de nombreuses entreprises. Ces nouvelles taxes risquent de figer cet avantage.

Conclusion

Cette première rencontre des Etats généraux des centristes de l'UMP est conclue par Marc Philippe Daubresse et Jean-Louis Borloo.

Marc-Philippe Daubresse : De tels bouleversements sociétaux, sociaux et économiques appellent au renouveau de valeurs humanistes que nous portons. Pour reprendre la parole du Président de la République, nos valeurs centristes doivent avoir de nouveaux « totems », après la crise, qui ne sont plus les mêmes qu'en 2007.

Il faut :

- **Réduire les dépenses publiques. Mais l'effort doit être équitable. « Nous voulons une réforme fiscale équitable »**
- **Ne pas remettre en cause le bouclier fiscal**
- **Une nouvelle gouvernance pour faire plus sans dépenser plus avec un argent rare, mais sans rajouter des feuilles au mille-feuilles.**

Jean-Louis Borloo : La fiscalité française est hyperspécialisée, d'une technicité extraordinaire alors que ce sont des choix humains, des choix de société dont il est question.

« Le problème de la fiscalité locale réside dans son assiette trop étendue et inégalitaire ».

Il faut arrêter de parler en termes de « pourcentage de PIB » mais bien en « pourcentage d'endettement ».

Les niches fiscales relèvent d'une décision politique car elles répondent à une question de société.

Nous devons faire une refonte totale de notre modèle de financement. **Nous devons réfléchir à un nouveau modèle fiscal qui ne pèse plus uniquement sur le travail et sur l'outil de production.**

Notre pacte républicain est fondé sur des originalités absolues dans le monde (école, justice, santé gratuites) et son financement doit être notre stratégie. On pourrait imaginer un référendum.

Résolument Européens, les centristes doivent mettre en œuvre la compétitivité européenne, dans ce monde mondialisé où les pays asiatiques qui ne produisaient pas de photovoltaïque il y a quatre ans sont aujourd'hui le premier producteur mondial.

« C'est une véritable évolution, une métamorphose de notre société que nous devons accompagner aujourd'hui, avec trois enjeux prioritaires : la cohésion, la compétitivité et l'emploi ».

Verbatim

Pierre Méhaignerie : « A la question, où vous situez vous sur l'arc en ciel politique, je réponds: je suis lucidement libéral, résolument social, profondément européen et décentralisateur. »

Fabienne Keller : « Il y a une nécessité pour la France, dans son ensemble, d'être plus rigoureuse dans la gestion des moyens. »

Christian Kert : « Ecrire la loi, c'est écrire le mouvement des libertés. A travers nos rencontres, nous voulons écrire la loi ensemble. »

Marc-Philippe Daubresse : « Nos valeurs centristes doivent avoir de nouveaux « totems », après la crise, qui ne sont plus les mêmes qu'en 2007. »

Jean-Louis Borloo : « C'est une véritable évolution, une métamorphose de notre société que nous devons accompagner aujourd'hui, avec trois enjeux prioritaires : la cohésion, la compétitivité et l'emploi. »

Jean Arthuis : « Il faut maîtriser les dépenses, baisser les déficits, l'objectif de 3% de déficit est un minimum, il faut avoir pour ambition le 0% de déficit. »

Gilles Carrez : « Chaque jour ouvrable il faut trouver 1 milliard d'euros pour rembourser la dette et ses intérêts, souvent chez des créanciers étrangers qui nous font confiance pour l'instant. »

Jean-Louis Bourlanges : « La rigueur c'est faire preuve d'intelligence et de courage ».

Laurent Hénart : « Toute notre politique budgétaire, fiscale et économique doit être tournée vers l'emploi. »

Françoise Guégot : « Il y a un problème de non maîtrise des dépenses publiques et un manque d'évaluation des politiques publiques territoriales et de transparence. »

Yves Fréville : « Cette réforme des collectivités territoriales sera un choc budgétaire pour les élus locaux. Il y aura une croissance nulle des exonérations et un dégrèvement des dépenses de l'Etat. »

Charles de Courson : « *Face à la complexité des structures des collectivités locales, illisibles pour les électeurs, je souhaite la fusion totale des communes et de l'intercommunalité, dans le même sens que la fusion des élus départementaux et régionaux qui deviendront les conseillers territoriaux.* »

Alain Bénisti : « *Les Français ne supportent plus le gaspillage et les inégalités dans les territoires, il faut avoir le courage politique d'instaurer la péréquation dans les départements* ».